



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



LETTRE ÉCONOMIQUE DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 9 – Mars 2022

Sommaire

LIBYE

- Conséquences de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement en céréales
- Conséquences de la guerre en Ukraine sur le secteur des hydrocarbures

TUNISIE

- Conflit russo-ukrainien : la crise de trop pour la Tunisie ?
- Etat d'avancement et perspectives de l'accord avec le FMI

CALENDRIER ET INDICATEURS

Editorial

La guerre en Ukraine fait peser un risque important en termes de sécurité alimentaire sur la Tunisie et la Libye dépendantes de la Russie et de l'Ukraine pour leurs importations de céréales à 50% (et même à 70% pour le blé tendre) pour la Tunisie et 88% pour la Libye. Confrontés à une forte instabilité et à des turbulences politiques, ces pays n'avaient pas besoin de cette nouvelle crise.

Si la Libye va tirer son épingle du jeu du renchérissement du coût du baril de brut, l'économie tunisienne va être directement impactée par l'effet prix de l'énergie, des céréales et des matières premières en général. Les premières estimations font état d'un renchérissement de l'ordre de 5 milliards TND pour la facture énergétique et alimentaire et d'une aggravation du déficit courant d'environ 1% du PIB.

Voilà qui va compliquer encore la tâche des autorités pour remettre le pays sur une trajectoire économique soutenable.

Fanny Labarthe

LIBYE

Actualités économiques

➤ Les conséquences prévisibles de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement en céréales

La Libye est fortement dépendante (88%) des importations, principalement en provenance d'Ukraine et de Russie, pour ses besoins en céréales. Le système de compensation libyen pour les produits de première nécessité est défaillant depuis 2011 ce qui occasionne des tensions avec les producteurs, affecte leur activité et rend les prix sensibles aux aléas conjoncturels. Les conséquences de la guerre en Ukraine vont donc être significatives sur le pays, alors que les prix des céréales flambent sur le marché international et que l'approvisionnement risque de devenir de plus en plus difficile. Ainsi la communauté internationale se montre inquiète pour la sécurité alimentaire de la Libye à l'occasion du Ramadan au cours duquel est attendue une augmentation de la consommation de farine et de blé.

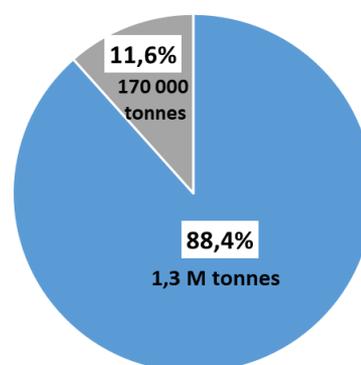
[La Libye est dépendante des céréales importées à cause de la faiblesse de son secteur agricole](#)

Le secteur agricole libyen n'est pas en capacité de produire des céréales en quantité suffisante. L'agriculture reste marginale en Libye où l'économie est dominée par le secteur des hydrocarbures. Les terres cultivables représentent 8,7% de la totalité des terres tandis que le stress hydrique est fort. En effet, l'irrigation est assurée par la grande rivière artificielle acheminant l'eau potable pompée dans les nappes phréatiques au sud pour alimenter les terres du nord, cependant cette source n'est pas inépuisable et le réseau a été fortement endommagé par les combats des dix dernières années. Environ 7,5% de la population a abandonné les activités agricoles depuis 2014 alors que 22% de la population active travaillait dans le secteur avant la révolution.

La Libye est dépendante des importations en céréales (88%)¹. Les besoins annuels oscillent entre 1M/t et 1,3M/t de céréales ces dernières années tandis que la production locale est marginale (100.000 tonnes de blé et

70.000 tonnes d'orge). Les besoins d'importation peuvent varier jusqu'à 1,5M/T à 2M/t par an selon les importations de contrebande venues de Tunisie et d'Égypte. **Les importations de Russie et d'Ukraine représentaient 43% des livraisons de céréales, à part égale pour l'année 2021.**

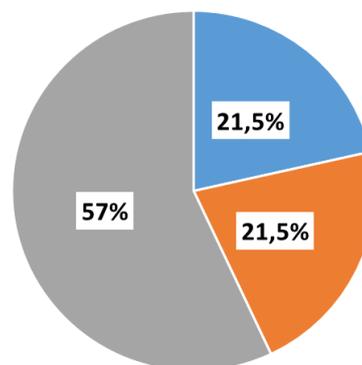
Approvisionnement en céréales de la Libye en 2021



■ Importations de céréales*
■ Production locale de céréales**

*: Importations officielles hors contrebande
**: 100,000 tonnes de blé et 70,000 tonnes d'orge

Part des importations russes et ukrainiennes dans les importations globales de céréales



■ Part d'importations ukrainiennes en %
■ Part d'importations russes en %
■ Part d'importations restantes en %

¹ Au vu de la faible capacité de production des moulins, la Libye importe en majorité de la farine.

[La défaillance du système de compensation provoque des tensions au sein de la production des produits à base de céréales qui se répercutent sur le pouvoir d'achat des Libyens](#)

Depuis 2011, le système de compensation du prix des céréales est défaillant ce qui crée des tensions parmi les propriétaires de moulins et réduit la production de produits de base. Avant 2011, un système de compensation simple était assuré par le Price Stability Fund (PSF) qui était l'acheteur de céréales attiré de l'Etat. Depuis la révolution, la structure du marché libyen a changé passant d'un marché d'importation de farine à un marché d'achat de farine en local laissant aux moulins privés locaux le soin d'importer eux même le blé et/ou la farine. Ces derniers ne souhaitent plus aujourd'hui assurer la production de farine après avoir longtemps financé eux-mêmes les importations de blé sans compensation. Sur les 67 moulins du pays, seuls 10 fonctionnent encore aujourd'hui. Désormais, faute de budget de l'Etat depuis la fin des années 2010, le système de compensation est assuré par la Banque Centrale via un système de taux de change préférentiel pour les importations céréalières faites en devise. Cependant ce mécanisme a un impact relativement faible sur le prix final des produits de base. Par ailleurs, la compensation a été complexifiée par la division de la Banque Centrale ainsi que par la multitude d'importateurs du secteur privé palliant l'absence du PSF et rendant difficile la traçabilité des quantités de céréales achetées et des prix pratiqués.

Le faible encadrement des prix conjugué à la réduction de la production provoque des tensions d'approvisionnement en produit de base et impacte le pouvoir d'achat des libyens. Faute d'être à la manœuvre pour l'achat des céréales, le gouvernement n'est plus en capacité de réguler les prix auprès des producteurs de produits de base. La forte détérioration du mécanisme de compensation, désormais quasi-inexistant, et la baisse de la production liée à la situation des propriétaires de moulins - en conflit avec l'Etat ou incapable de financer les importations - rendent les prix sensibles à la conjoncture au détriment du pouvoir d'achat des Libyens. Le prix du pain a quasiment triplé² depuis juillet 2021 à cause de la hausse exponentielle du

prix du blé³ et du pétrole impactant le coût du transport des céréales.

[La crise ukrainienne met en danger la sécurité alimentaire de la Libye](#)

Le gouvernement s'est montré rassurant concernant les stocks stratégiques de céréales, toutefois sa crédibilité est remise en cause et sa capacité d'intervention reste limitée. Le ministre de l'économie et du commerce du Gouvernement d'Unité Nationale, M. El Hawejj, a déclaré fin février que les réserves de blé devraient être suffisantes pendant plus d'un an avec des stocks existants de plus de 400.000 tonnes, des livraisons en cours d'environ 500.000 tonnes et des livraisons russo-ukrainiennes remplacées par des céréales provenant d'autres pays. Cependant, cette version est contestée par le président du syndicat des boulangers, selon lequel **les stocks actuels ne dureront que 3 mois au maximum** le principal problème étant moins la quantité des stocks que la **spéculation instiguée par les propriétaires de moulins constituant des stocks et créant des pénuries artificielles qui se répercutent sur le prix du pain et de la farine.** Or la capacité de réaction du gouvernement à lutter contre le phénomène de spéculation s'avère limitée, bien qu'A. Dbeiba, ex-premier ministre, ait annoncé vouloir lutter contre la spéculation⁴. Par ailleurs, les nouvelles commandes risquent de mettre du temps à arriver (éloignement de l'Argentine et de l'Uruguay, difficultés pour les bateaux venant de Roumanie à circuler en Mer Noire à proximité des zones de conflit ou à franchir le Bosphore), tandis que l'Egypte, autre principal fournisseur en farine de la Libye, a déclaré suspendre ses exportations en produits de base – y compris la farine – pour les trois prochains mois afin de sécuriser l'approvisionnement national.

Les institutions internationales craignent pour la sécurité alimentaire libyenne. Même si la Russie approvisionnerait encore l'Egypte et pourrait continuer à fournir la Libye, l'approvisionnement est perturbé par le conflit ukrainien tant logistiquement que financièrement. Par ailleurs, le système de compensation défaillant ne protège plus la population des variations du prix. En conséquence, la Libye a été incluse par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) dans la liste des pays dont la sécurité alimentaire est

² En 2021, un dinar permettait d'obtenir 8 miches de pain tandis qu'aujourd'hui un dinar équivaut à 3 miches. Par ailleurs, avant 2011 un dinar permettait l'achat de 40 miches de pain.

³ Le prix du blé n'a cessé d'augmenter depuis juillet 2021, la tonne passant d'environ 230 EUR à plus de 400 EUR en février 2022.

⁴ Au-delà de la crise politique limitant l'action, ces mesures ciblent uniquement la surveillance des marchés et du poids des pains mais pas le contrôle des moulins.

menacée par le conflit ukrainien et la hausse des prix internationaux des denrées alimentaires.

adil.rais@dgtresor.gov.fr

➤ Les conséquences prévisibles de la guerre en Ukraine sur le secteur des hydrocarbures

La guerre russo-ukrainienne devrait avoir des conséquences ambivalentes sur le secteur des hydrocarbures en Libye. D'une part, la hausse des cours des hydrocarbures devrait renchérir les importations, générer de l'inflation et affecter le pouvoir d'achat faute de système de compensation budgétaire fonctionnel. D'autre part, la hausse de la demande et des cours mondiaux d'hydrocarbures constitue une opportunité pour le développement de la production, des exportations du secteur pétrolier, représentant autant de ressources budgétaires et en devises supplémentaires. Toutefois, même si la production pétrolière reprend et est déjà remontée à 1,1 M de barils/ jour en 2021, depuis l'apaisement des conflits, l'objectif de porter la capacité à 2M b/j reste incertain : l'activité d'extraction reste entravée par les divisions et les incertitudes politiques récentes

[L'augmentation du prix et de la demande en hydrocarbures induite par le conflit russo-ukrainien devrait avoir des conséquences mitigées sur l'économie](#)

La hausse de la demande et du prix des hydrocarbures devraient contribuer au gonflement de la rente pétrolière libyenne, quasi unique source de revenus de l'Etat et d'exportations. Dans un contexte d'apaisement des conflits favorable à la reprise de la production (de 400 000 b/j en 2020 à 1,1 M actuellement⁵) et de remontée des cours, la National Oil Company (NOC) a déclaré des recettes pétrolières en 2021 de 21,6 Mds USD après seulement 3,8 Md USD en 2020. La hausse des cours après le déclenchement de la guerre en Ukraine devrait favoriser la poursuite de la hausse des revenus pétroliers, qui représentent 70 à 90% des ressources publiques selon les années et 90% des revenus d'exportations.

Le contexte actuel constitue une opportunité pour la Libye d'augmenter sa production. Les États-Unis, un certain nombre de pays européens ainsi que les pays producteurs de pétrole ont appelé la Libye à augmenter sa production de pétrole suite au déclenchement du conflit entre Russie et Ukraine. Exemptée de

plafonnement de son offre pétrolière par jour par l'OPEP compte tenu de la situation politique exceptionnelle du pays, la Libye recherche des investisseurs pour relancer sa production et franchir la barre des 2 millions de barils par jour d'ici les prochaines années.

Cependant la hausse des prix des hydrocarbures se répercute de manière globale sur les importations en augmentant le prix des transports servant à l'import et génère des pressions inflationnistes. La Libye ne dispose pas de système de compensation efficace permettant de protéger suffisamment le pouvoir d'achat de sa population contre les effets de l'inflation sur les produits de base largement importés. Malgré la rente pétrolière issue des exportations massives de pétrole brut, le gouvernement n'a pas été en mesure d'allouer un montant dédié à une caisse de compensation. En dépit des ressources pétrolières du pays, la population pourrait aussi rester exposée à la hausse des prix du carburant compte tenu des capacités de raffinage devenues très faibles suite aux affrontements post-2011. La Libye posséderait 5 raffineries mais seule une dans la région de Zaouia serait réellement opérationnelle avec une capacité de raffinage limitée.

[La hausse attendue des productions pétrolières et gazières reste tributaire de la situation politique libyenne](#)

L'impasse politique consécutive à la désignation de F. Bachaga en tant que nouveau Premier ministre menace les activités d'extraction des champs pétroliers et gaziers. Les troubles politiques internes représentent un risque majeur tant « le croissant pétrolier » et ses sites de production ont été convoités et attaqués par les milices de différents camps lors des précédents conflits politiques. **Plusieurs champs pétroliers ont déjà vu leurs activités perturbées et leur production réduite depuis l'annonce de la destitution de l'ex-Premier ministre A. Dbeiba.** Ainsi, l'état de force majeure et la suspension d'activité du champ d'Al-Sharara et d'El Feel en mars ont entraîné la perte de 330 000 b/j équivalent à une valeur de plus de 160 M LYD. tandis que les lignes de transmission de pétrole et de gaz de la compagnie de production de Syrte faisaient l'objet d'attaques au même moment⁶. Afin de réduire les moyens financiers de l'ex-gouvernement d'A. Dbeiba et de ses milices, le président du parlement libyen A. Salah a demandé à la NOC de **geler à nouveau les revenus pétroliers.** adil.rais@dgtresor.gov.fr

⁵ La production pétrolière libyenne était de 1,88 M b/j en 2010 et 330.000 b/j en 2020. La production de gaz était de 16 Gm3/an en 2010 et 15,8 Gm3/an en 2019.

⁶ La perforation de pipelines de pétrole et de gaz sur le site de production de Syrte a entraîné la fermeture temporaire des puits de Zaltan Sud et Al-Laheeb et des pertes de 1 600 b/j de pétrole brut.

TUNISIE

Actualités économiques

➤ [Conflit russo-ukrainien : la crise de trop pour la Tunisie ?](#)

La crise russo-ukrainienne fait peser des risques importants sur la sécurité d'approvisionnement énergétique et alimentaire de la Tunisie. Dans un contexte fortement inflationniste, elle accroît les inquiétudes déjà vives sur la soutenabilité budgétaire de l'Etat et sa capacité à maintenir son système de compensation des prix.

[La crise russo-ukrainienne représente un risque majeur pour la sécurité alimentaire et énergétique de la Tunisie](#)

[Avec des volumes globaux modestes, l'Ukraine et la Russie sont pourtant des fournisseurs importants dans le domaine alimentaire.](#) La Russie et l'Ukraine sont respectivement les 9^e et 11^e fournisseurs de la Tunisie avec des importations d'environ 500 M USD de Russie et 450 M USD d'Ukraine, soit 4% des importations totales tunisienne. Les exportations tunisiennes vers ces pays sont marginales (environ 35 M USD). La Tunisie dégage un déficit cumulé avec les deux pays de près d'1 Md USD soit près d'1/5^e du déficit commercial tunisien. Les importations de Russie concernent les hydrocarbures, les produits sidérurgiques et chimiques, celles d'Ukraine essentiellement de céréales.

[Alors que la dépendance extérieure de la Tunisie n'a cessé de croître depuis 10 ans, la crise russo-ukrainienne aggrave les tensions déjà existantes sur l'approvisionnement alimentaire et en énergie :](#)

Si selon le gouvernement, les stocks en céréales couvrent les besoins jusqu'en juin, les risques de pénurie menacent au-delà compte tenu des tensions extrêmes sur l'offre internationale et la solvabilité de la Tunisie. L'absence de politique agricole cohérente, la sous exploitation des terres et la faible rentabilité ont conduit à une sous exploitation du potentiel agricole et une forte dépendance alimentaire extérieure. La Tunisie importe en moyenne plus des 2/3 de ses besoins en céréales d'environ 35 M de quintaux annuels, et notamment la quasi-totalité de ses besoins en blé tendre et en orge, plus de la moitié de ses besoins en blé dur. 70% de ses importations de céréales proviennent d'Ukraine, notamment de blé tendre, dans une moindre

mesure de Russie. Si l'Office Tunisien des Céréales dit avoir effectué des achats anticipés, les capacités de stockage ne dépassent pas trois mois, permettant d'assurer les besoins jusqu'en juin. La collecte locale de blé dur devrait permettre dans un premier temps de prendre le relais à l'été, mais les tensions se feront sentir rapidement sur l'approvisionnement en blé tendre et orge, d'autant que l'Office Tunisien des Céréales, en charge des achats, est une contrepartie quasi insolvable (cf. infra).

Le récent redressement de la production énergétique nationale après un long déclin et la redevance sur le transit du gaz algérien ne lèvent pas les craintes sur la capacité de la Tunisie à s'approvisionner en énergie.

Après un déclin continu de 93% en 2010 à 43% en 2020, le taux de couverture des besoins en énergie primaire en volume s'est redressé à 52% en 2021. La mise en service de nouveaux sites a permis à la production nationale de pétrole brut et de gaz naturel de progresser de plus de 20% en 2021 pour atteindre près d'environ 4 M Tep (tonnes équivalent pétrole), tandis que la hausse de la redevance sur le transit du gaz naturel a permis de couvrir l'équivalent d'1 M Tep de gaz, deux fois plus qu'en 2020, pour une demande totale de 9,7 M tep (4,6 de pétrole brut et 5,1 de gaz). Pour autant, la Tunisie reste très dépendante des approvisionnements extérieurs et notamment du gaz algérien, qu'elle aura de plus en plus de mal à acheter au prix actuel compte tenu de l'état de ses finances publiques et de la situation financière des entreprises publiques en charge de l'approvisionnement du marché (STEG et STIR).

L'approvisionnement de produits sidérurgiques, chimiques (notamment d'engrais) et d'oléagineux est également susceptible d'être perturbé.

Au-delà des défis immédiats d'approvisionnements, des conséquences macroéconomiques et budgétaires d'ampleur sont à craindre

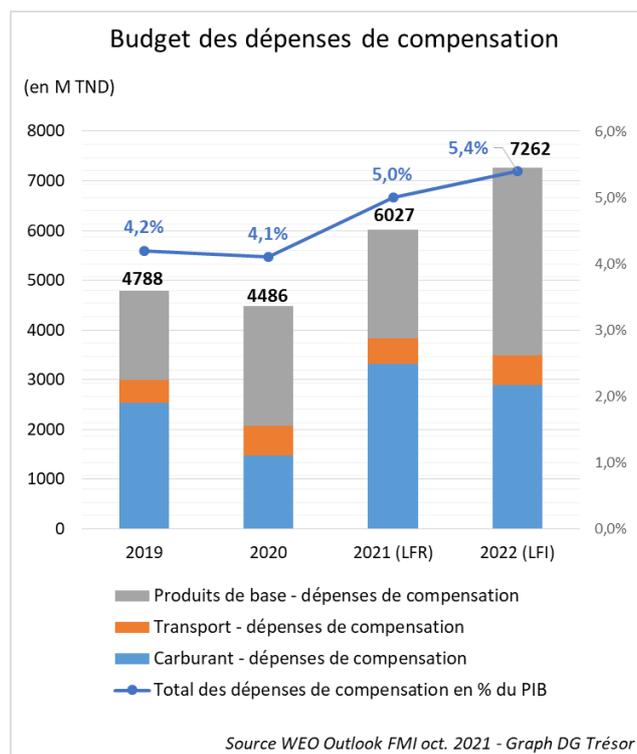
[La crise menace plus globalement les équilibres extérieurs du pays.](#) La résorption du déficit courant de 8,3% du PIB en 2019 à 6,3% en 2021 masquait déjà une **reprise de la dégradation du déficit commercial en 2021 de 3,5 Md TND (1,1 Md EUR) à 16,2 Md TND (4,9 Md EUR)** dans un contexte commercial international tendu. La hausse des prix des denrées alimentaires, notamment de 80% des prix du blé entre avril 2020 et décembre 2021, ont ainsi contribué au creusement du déficit de la balance commerciale alimentaire en 2021 de 860 M TND en 2020 à 2 Md TND (260 à 600 MEUR). De même la récente réduction de la dépendance énergétique n'a pas non plus empêché le déficit de la

balance commerciale énergétique de progresser de 24% en 2021 pour atteindre 5,7 Md TND (1,7 Md EUR), soit un tiers du déficit commercial total. **Au-delà de l'impact de la hausse des prix de l'énergie et des céréales, le déficit commercial pourrait encore être aggravé par la dépréciation du dinar par rapport au dollar** (-3,5% en un mois à 2,96 TND/USD). La crise risque également de **porter un coup à la reprise des recettes de tourisme**, déjà entravée en 2021 par l'impact de restrictions sanitaires persistantes : la Russie avec 630 000 touristes et 240 M TND de recettes, représentait la 2^e source de revenus touristiques étrangers en 2019. Le déficit courant devrait donc se dégrader au-delà du scénario retenu de 7 à 7,5% du PIB cette année et l'érosion des réserves, de **162 jours d'importations fin 2020 à 136 jours (8 Md USD) fin décembre 2021 s'accélérer**, alors que les entrées de capitaux ont considérablement diminué en raison de la baisse des prêts étrangers et des IDE.

[La crise actuelle risque d'accélérer une inflation déjà soutenue.](#) Tombée de 6,7% en 2019 à 4,9% fin 2020, les tensions sur les prix mondiaux ont déjà alimenté une reprise de l'inflation qui a atteint 6,6% en décembre. L'envolée des prix de produits massivement importés par la Tunisie risque vraisemblablement de perdurer compte tenu de la place dominante de la Russie et de l'Ukraine sur les marchés mondiaux concernés, alimentant une inflation importée accentuée par le renchérissement du dollar. **Dans ce contexte, l'inflation a toutes les chances de dépasser largement les prévisions de la banque centrale de 6,8% pour cette année. La hausse des prix administrés des produits alimentaires de base et des carburants paraît en particulier inévitable** compte tenu de la pression insupportable que la hausse des cours internationaux fait porter sur le système de compensation tunisien (cf. infra). Le rythme d'ajustement mensuel des prix des carburants (+3% par mois) décidé par le gouvernement en début d'année pour résorber les charges de compensation est déjà compromis par l'envolée des cours internationaux, tout comme leur volonté de maintenir inchangés les prix administrés des produits alimentaires de base (environ 6 ct d'euros la baguette et 24 ct d'euros le kg de pâtes).

[La crise risque de faire exploser les dépenses budgétaires de compensation et précipiter la réforme du système.](#) La résorption du déficit budgétaire de 8,3% en 2021 à 6,7% cette année prévoyait d'épargner la réforme du système de compensation des prix, impérative mais très sensible. Le budget des dépenses de compensation, qui n'a cessé de progresser depuis 2011 pour atteindre 5% du PIB en

2021, devait selon la loi de Finances encore progresser de 6 à 7,3 Md TND en 2022 soit 5,4% du PIB et plus de 15% des dépenses budgétaires.



L'envolée des cours des céréales et des carburants ne laissera cependant d'autre choix qu'un réajustement drastique soit des dotations budgétaires soit des prix administrés :

- **Le maintien d'un baril durablement supérieur à 110 USD pourrait engendrer un surcoût supérieur à 5 Md TND (1,5 Md EUR) des dépenses de compensation des carburants** que la loi de finances 2022 avait budgété à 2,9 Md TND avec l'hypothèse d'un baril à 75 USD et un taux de change à 2,9 TND/USD. Toute augmentation du prix du baril de pétrole de 1 USD engendrerait un surcoût de compensation de l'ordre de 140 MTND et toute hausse de 10 cent du taux de change du dollar un surcoût de 40 M TND. En 2021, la hausse non anticipée du cours du baril avait déjà provoqué un réajustement de près de 3 Md TND. Élément de compensation partielle, la redevance perçue pour le passage du gaz algérien vers l'Italie a rapporté 550 M TND en 2021 (+218 M TND) et devrait encore augmenter cette année dans des proportions au moins équivalentes.
- **En hausse dans la loi de finances, les 3,7 Md TND budgétés pour la compensation des denrées de**

base seront insuffisants face à l'envolée des prix des céréales. Cette dotation devait servir autant à financer la compensation en 2022 qu'à apurer les arriérés de paiement (2 Md TND) qui s'accumuleraient auprès de l'Office des céréales.

Les risques pesant sur le système bancaire sont également à surveiller. Les arriérés de la caisse de compensation auprès de l'OTC se répercutent sur les créances de la Banque Nationale Agricole (BNA) auprès de l'OTC. Ces créances atteindraient 4,3 Md TND (1,3 Md EUR) et les limites prudentielles de 25% de l'encours de crédit total de la banque. Cette situation fait peser un risque systémique potentiel sur le secteur bancaire compte tenu de la taille de la BNA.

cyril.moree@dgtresor.gouv.fr

➤ **Etat d'avancement et perspectives d'un accord avec le FMI**



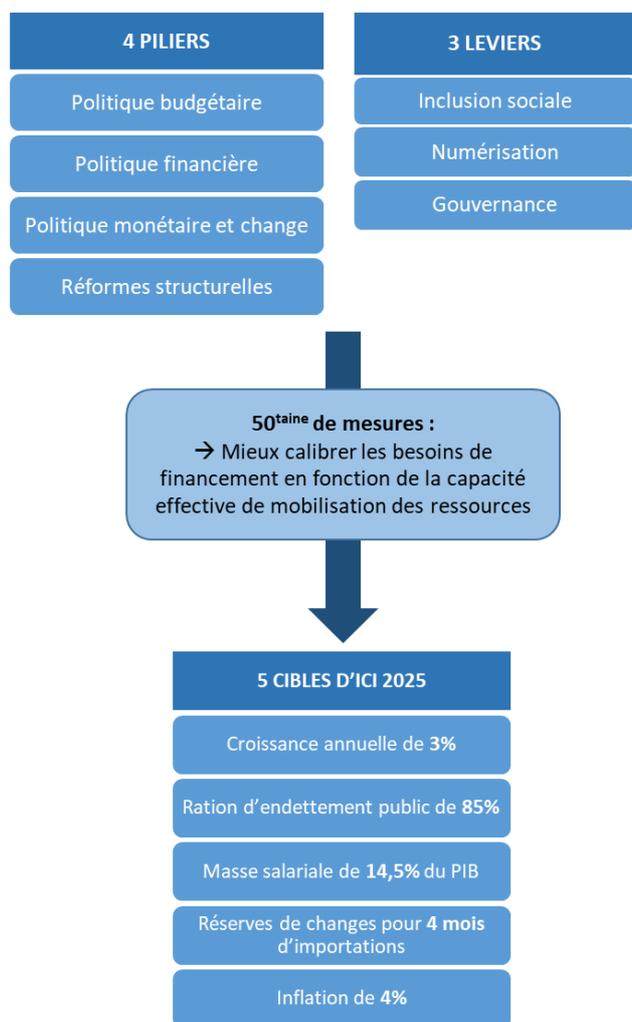
En octobre 2021, la Cheffe du gouvernement, Najla Bouden, a soumis une nouvelle requête d'aide financière au FMI. Au cours du dernier trimestre de 2021, le gouvernement tunisien s'est attelé à l'élaboration d'un programme de réformes présenté aux partenaires sociaux (Utica et UGTT), puis aux équipes du FMI fin décembre. En janvier 2022, plusieurs entretiens ont eu lieu entre les membres du gouvernement tunisien et ceux du FMI, notamment avec le représentant du FMI en Tunisie, Marc Gérard. Les discussions techniques ont officiellement débuté le 14 février avec une mission virtuelle entre le FMI et les autorités tunisiennes. Cette mission de 9 jours menée par Chris Geiregat, chef de la mission du FMI en Tunisie, a permis d'aborder les priorités économiques pour sortir de la crise (masse salariale, subventions, entreprises publiques, plan de financement, mesures fiscales, etc.). Une délégation du FMI s'est ensuite rendue à Tunis du 23 au 25 mars pour **poursuivre les discussions avec le gouvernement**

tunisien et s'entretenir avec les partenaires sociaux (Utica et UGTT). Les discussions ont porté sur le programme de réformes mais également sur l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie tunisienne, représentant un défi de plus face aux difficultés structurelles auxquelles le pays est déjà confronté. Selon le communiqué du FMI du 30 mars, **les discussions avec les autorités tunisiennes ont été constructives et de nouveaux progrès ont été réalisés.** Le FMI a déclaré soutenir les autorités dans leurs efforts de mise en œuvre des réformes économiques et sociales au profit de la population. Cependant, les réticences de l'UGTT vis à vis de certaines mesures du programme (dont la suspension de la compensation et le gel de salaires et des recrutements), vont impacter le lancement des négociations. Lors de sa visite à Tunis, le FMI a rappelé **la nécessité que le programme de réformes soit partagé de manière consensuelle par l'ensemble des partis prenantes.** Le FMI n'a pas encore annoncé de date officielle concernant le début des négociations qui pourraient selon toute vraisemblance démarrer début mai si les « *prior actions* » demandées par la FMI sont mises en œuvre. Une délégation tunisienne, composée de la ministre des finances, du ministre de l'économie et du gouverneur de la Banque Centrale, **se rendra à Washington du 18 au 24 avril pour assister aux réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale**, une occasion pour les autorités tunisiennes de souligner leur volonté d'engager les négociations.

Calendrier :

- **Novembre 2021** : Elaboration de la matrice des réformes par le gouvernement
 - **Décembre 2021** : Présentation du plan de réformes aux partenaires sociaux et au FMI
 - **Janvier 2022** : Réunions entre le FMI et les autorités tunisiennes
 - **Février 2022** : Mission technique virtuelle
 - **Mars 2022** : Visite d'une délégation du FMI à Tunis
- ⇒ *Prochain objectif : démarrer les négociations début mai 2022*

Le programme de réformes du gouvernement de Najla Bouden :



CALENDRIER ET INDICATEURS

Calendrier

Libye :

- **9-15 mai : Foire internationale de Tripoli**
L'opportunité de rencontrer des exposants internationaux de divers secteurs : agroalimentaire, BTP, pharmaceutique, artisanat, services, etc. La Tunisie participera à l'évènement en tant que pays invité d'honneur
- **16-20 mai : Foire internationale de la construction, à Benghazi**
- **5-7 juillet : Exposition Transport et Logistique, à Tripoli**

Tunisie :

- **26-28 avril : Salon International SeaFood 2022, à Barcelone**
La Tunisie participera au salon à l'initiative de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles « APIA », et en, collaboration avec le Groupement Interprofessionnel des Produits de la Pêche « GIPP ».
- **31 mai : Business France – Business Seminar Data Centers en Afrique**
- **31 mai – 2 juin : Business France – French Healthcare Tour en Afrique du Nord**
- **23 juin : Forum 3Zéro Tunisie**
Rencontres autour de l'économie sociale et solidaire et de l'innovation technologique au service du bien commun.
- **31 oct. – 2 nov. : 5^{ème} Colloque international sur le tourisme dans le monde arabe, à Sousse**

Régional :

- **25-26 mai : 5^{ème} édition de la Conférence Internationale « Financing Investment & Trade in Africa »**
Evènement organisé par le TABC (Tunisia-Africa Business Council) sous le haut patronage du Président de la République.
- **27-28 août : Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD 8)**
Par le biais de cette conférence, le Japon vise à soutenir le processus de développement du continent africain dans l'ère post-covid.

Indicateurs

Indicateurs	Tunisie	Libye
Population 2020	11 818 618	6 871 287
Croissance du PIB	+3,1% (g.a.) (2021)	-67,6% (g.a.) (2020)
PIB par habitant 2020	3 781 USD	4 047 USD
Taux de chômage	18,4% (T3 2021)	18,6% (2020)
Taux d'inflation	6,7% (jan. 2022)	3,9% (déc. 2021)
Taux d'intérêt directeur	6,25%	3,0%
Balance commerciale	-16,2 Md TND (2021)	+3,2 Md LYD (2020)
Compte courant	-8,0 Md TND (2021)	+5,7 Md LYD (déc. 2019)
Dette publique	107,8 Md TND 85,6% du PIB (LFR 2021)	155% du PIB (déc. 2020)
Flux d'IDE	946 M TND (-7,4% en g.a.) (S1 2021)	-482 M LYD (-28,3% en g.a.) (déc. 2019)
Production de pétrole brut	40 300 b/j (2021)	1,22 M b/j (fév. 2022)
Indice de perception de la corruption 2021	70^{ème}/180	172^{ème}/180
Coronavirus (30 mars 2022)		
- Contamination	1 035 884	501 610
- Décès	28 323	6 411
- Primo-vaccinés	61%	32%
- Vaccinés (2 doses)	50%	16%

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international